

■ **DDCSPP du Gers**: Frédéric Guillot (IPCCRF), a été nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers à compter du 26 mars 2018.

■ **DDCSPP du Cher**: Benoît Leuret (DDCCRF), a été nommé directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher à compter du 26 mars 2018.

■ **DDCS de Haute-Garonne**: Cécile De Bideran (IASS), est nommée directrice départementale adjointe de la cohésion sociale de Haute-Garonne à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDCS de Normandie**: Yannick Decompois (AAE), est nommé directeur départemental délégué de Seine-Maritime auprès de la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Normandie à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDCS de Vendée**: Nicolas Drouart (IASS), est nommé directeur départemental de la cohésion sociale de la Vendée à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDCS Grand Est**: Isabelle Guyot (IPASS), est nommée directrice départementale déléguée adjointe du Bas-Rhin auprès de la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Grand-Est à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDTM de la Somme**: Pascal Henry (IPEF), est nommé directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Somme à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DML de l'Hérault**: Cédric Indjirdjian (ACAM), est nommé directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral de l'Hérault à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDCS des Pyrénées Atlantiques**: Véronique Moreau (IASS), est nommée directrice départementale de la cohésion sociale des Pyrénées-Atlantiques à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDPP de la Gironde**: Philippe Nollen (DDCCRF), est nommé directeur départemental adjoint de la protection des populations de Gironde à compter du 1^{er} avril 2018.

■ **DDPP de la Somme**: Hélène Roussel (IPCCRF), est nommée directrice départementale adjointe de la protection des populations de la Somme à compter du 9 avril 2018.

■ **Ministère de l'écologie - DEB**: Thierry Vatin, architecte et urbaniste général de l'Etat, est nommé directeur de l'eau et de la biodiversité à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'écologie, en remplacement de François Mitteault, nommé inspecteur général de l'administration du développement durable.

Gestion de l'eau: pas de Smart Water sans Smart Access

Le Smart Access fait référence à un ensemble de technologies intelligentes qui permettent de paramétrer, gérer, et contrôler les accès des agents. Adapté au domaine de l'eau, il est une composante essentielle des stratégies développées par les services de l'eau et de l'assainissement pour assurer la sécurité et l'efficacité du service public de l'eau.

Explications.

« Smart » est un des mots qui font le buzz. On l'utilise pour tout, les villes intelligentes, les Smart Cities, les réseaux de transport ou de distribution... etc. Dans toutes ces expressions, le mot « Smart », désigne, l'utilisation des technologies de pointe pour gérer, décider, contrôler ».

Prenons l'exemple de la gestion de l'eau: elle repose sur trois piliers: la matière - l'eau -, les infrastructures et les personnes. La technologie permet de surveiller la qualité de l'eau, le niveau de consommation et le bon état du réseau, de paramétrer les consignes à transmettre aux techniciens et, bien entendu, de contrôler l'accès aux infrastructures.

Si tous ces éléments peuvent être gérés isolément, il est désormais indispensable de les réunir dans un système de gestion intelligent unique que l'on peut qualifier de



Les technologies 'Smart' permettent de surveiller la qualité de l'eau, les niveaux de consommation, le bon état du réseau, de paramétrer les consignes à transmettre aux techniciens et, bien entendu, de contrôler l'accès aux infrastructures.

Smart Water: celui-ci devient alors partie intégrante des Smart Cities qui valorisent l'utilisation des nouvelles technologies au service de la qualité des infrastructures.

Un réseau de distribution d'eau ressemble à une chaîne: chaque aspect de sa gestion interfère avec tous les autres. Et la solidité de la chaîne, comme chacun sait, se mesure à son maillon le plus faible. C'est là qu'intervient la notion de Smart Access, dont Locken à l'expertise: conçu pour répondre à cet enjeu de continuité et de sécurité de la chaîne, il intervient sur tous les postes du circuit de l'eau et permet une gestion intelligente du cycle de l'eau.

Imaginons un distributeur d'eau doté de cette capacité de gestion intelligente qui détecte une sou-

daine baisse de pression. Grâce à la sectorisation du réseau, il écarte l'hypothèse d'une rupture de canalisation et diagnostique un problème sur une station de pompage. Des consignes préétablies sont immédiatement envoyées aux techniciens pour remettre en service l'installation et en surveiller le fonctionnement. Ces consignes déclenchent simultanément l'attribution de droits d'accès qui permettent aux personnels de pénétrer dans la station de pompage: celle-ci peut alors être réactivée avant même que l'utilisateur ait remarqué quoi que ce soit.

Le Smart Access: une notion inhérente au secteur de l'eau

Si nous recourons à la définition standard du mot « Smart », le Smart Access fait référence à un ensemble de technologies intelligentes qui permettent de paramétrer, gérer, et contrôler les accès des agents. Elles devront bien entendu pouvoir s'adapter aux contraintes spécifiques du secteur de l'eau: isolement, exposition aux intempéries, intervention de techniciens et prestataires. Il serait absurde d'installer par exemple un détecteur d'iris sur un réservoir d'eau isolé, exposé aux intempéries et pas toujours relié



Le secret est dans la clé. C'est dans la clé que sont stockées les autorisations d'accès et l'énergie. La serrure ne s'ouvrira que si l'utilisateur dispose de l'autorisation idoine. Mais la clé gardera la trace de tout: des ouvertures comme des tentatives non autorisées.

FLOTTWEG PRÉSENTE

XELLETOR



XELLETOR

Changez votre regard sur la séparation

La révolution de la technologie de déshydratation

VENEZ NOUS VOIR À L'IFAT MUNICH 2018, HALL A1, STAND 550



NOMINATIONS

■ **BG Ingénieurs Conseils** : Pierre Epars, succède à Pierre Kohler à la tête du Groupe BG ingénieurs Conseils. Denis Pourrier-Cucherat, membre de la Direction générale depuis 2007, l'assistera en tant que Vice-président de la Direction générale et sera en charge des projets stratégiques.

■ **DDPP du Pas de Calais** : Laurent Claudet (ICSPV), est nommé directeur départemental adjoint de la protection des populations du Pas-de-Calais à compter du 16 avril 2018.

■ **DDPP de la Seine-Maritime** : Olivier Degenmann (ICSPV), est nommé directeur départemental de la protection des populations de Seine-Maritime à compter du 16 avril 2018.

■ **DML d'Ille-et-Vilaine** : David Harel (APAM), est nommé directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral d'Ille-et-Vilaine à compter du 16 avril 2018.

■ **CFG** : Le Comité Français des Géosynthétiques a procédé à l'élection de son nouveau bureau dans le cadre de l'Assemblée Générale du 15 mars. Nathalie Touze-Foltz a été confirmée au poste de Présidente du CFG. François Caquel est nommé au poste de 1^{er} Vice-Président du CFG, succédant à Yves Durkheim en fonction depuis 2009. Sébastien Guenaicheau a été confirmé dans son poste de 2^d Vice-Président pour un second mandat. Benjamin Chevrol a été nommé au poste de Trésorier, succédant à Hubert Giraud qui occupait cette fonction depuis 2005. Véronique Heili a été nommée pour la première fois en tant que Trésorière Adjointe, succédant à Benjamin Chevrol. Nicolas Racana a été confirmé pour un second mandat au poste de Secrétaire Général. Guillaume Stoltz a été renouvelé au poste de Secrétaire Général adjoint du CFG pour un deuxième mandat.

■ **Ministère de l'écologie** : Cédric Bourillet, ingénieur général des mines, a été nommé directeur général de la prévention des risques.

■ **DDCS du Gard** : Mohamed Mehenni (IASS), est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale du Gard à compter du 16 avril 2018

■ **DDCSPP du Haut-Rhin** : Danièle Utard (ICPEF), est nommée directrice départementale adjointe de la cohésion sociale et de la protection des populations du Haut-Rhin à compter du 16 avril 2018

■ **DDCS de l'Aisne** : Bertrand Vandemoortele (IASS), est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de l'Aisne à compter du 1^{er} mai 2018

■ **DDPP de la Marne** : Ghislaine Lucot (AAE), est nommée directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne à compter du 7 mai 2018.

au réseau électrique. Ou encore un système de gestion des entrées qui ne permettrait pas de mettre à jour facilement les autorisations pour les adapter aux besoins fluctuants des gestionnaires.

Un des points forts de la solution proposée par Locken repose sur le fait qu'elle ne recourt à aucun câblage. La serrure ne requiert ni alimentation électrique, ni batterie, ni même de connexion pour transmettre l'information. Elle peut donc être installée sur tous les types de portes, grilles, trappes... sans travaux spécifiques, en lieu et place des serrures traditionnelles.

Le secret est dans la clé. C'est dans la clé que sont stockées les autorisations d'accès et l'énergie. La serrure ne s'ouvrira que si l'utilisateur dispose de l'autorisation idoine. Mais la clé gardera la trace de tout : des ouvertures comme des tentatives non autorisées. Pourquoi la traçabilité est-elle vitale ? Souvent classés comme sites sensibles, parfois même « Point d'Importance Vitale », les ouvrages d'eau potable nécessitent une surveillance renforcée associée à une parfaite traçabilité des ouvertures.

Du fait du nombre élevé de personnes entrant et sortant, il est essentiel de savoir qui s'est rendu à tel endroit, quand et pour quelle durée. Le logiciel développé par Locken permet de retracer le détail des activités des différents utilisateurs. Ces informations sont souvent utilisées par les entreprises pour réaliser des audits, améliorer leurs performances ou satisfaire à des normes de qualité. Au moment de mettre en place un nouveau système de contrôle d'accès, il est essentiel que le fournisseur et son client travaillent de concert, de façon à déterminer :

- Qui peut pénétrer dans une zone de sécurité ?
- Quelles sont les installations ou bâtiments auxquels un agent a accès ?
- À quel moment un agent peut pénétrer dans une zone de sécurité ?
- Comment et quand lui sera transmise l'autorisation d'accès ?



Les droits d'accès sont programmés par le gestionnaire depuis un ordinateur central. L'utilisateur quant à lui met à jour ses droits via un ordinateur, une borne dédiée ou de façon plus souple directement sur site à travers son Smartphone et l'App MyLocken.

• Quels sont les services additionnels attendus (transmission de consignes, habilitations,...) ? Ces informations peuvent être cruciales en cas d'incident de sécurité : elles permettront de savoir qui était le dernier utilisateur de la clé présent dans le bâtiment et de connaître ses déplacements.

Une gestion des accès qui s'adapte aux besoins des exploitants

Les droits d'accès sont programmés par le gestionnaire depuis un ordinateur central. L'utilisateur quant à lui met à jour ses droits via un ordinateur, une borne dédiée ou de façon plus souple directement sur site à travers son Smartphone et l'App MyLocken. Dans ce dernier cas, le téléphone portable communique les droits d'accès à la clé équipée d'un module Bluetooth. Cela confère au système une grande flexibilité et un haut niveau de sécurité.

Les autorisations d'accès peuvent être programmées à tout moment et pour des durées et des plages horaires variables. Elles peuvent être à usage unique, pour permettre par exemple la remise en état d'une installation. Supposons qu'un agent demande une autorisation d'accès exceptionnelle : on pourra lui donner une autorisation d'accès limitée aux cinq prochaines minutes. Les règles d'attribution des droits d'accès sont totalement modu-

lables et peuvent varier à l'infini : le système offre ainsi autant de possibilités qu'il y a de clients, de besoins et d'infrastructures.

Dans de nombreux cas, ce sont les entreprises elles-mêmes qui mettent au point de nouvelles procédures, par exemple l'obligation d'utiliser deux clés simultanément pour accéder à une zone sensible, comme un réservoir d'eau, de manière à s'assurer qu'un agent ne s'y engage pas seul.

Dans d'autres configurations, la solution n'est pas spécifiquement utilisée pour contrôler l'accès à un site. Des cylindres disposés tout au long d'une installation linéaire, par exemple une longue canalisation, et utilisés comme rondiers, permettent de s'assurer que les agents en charge du contrôle de la sécurité accomplissent effectivement leur mission.

Ce qui rend la solution Locken véritablement « Smart », c'est ce qui la sous-tend : le logiciel de gestion des accès Locken Smart Access. Il peut être utilisé tel quel, mais aussi s'adapter aux autres logiciels déjà utilisés par un exploitant. Il intégrera alors automatiquement des informations comme le statut contractuel des agents, la prévention des risques du travail, ou les consignes à leur transmettre en cas d'incident.

Dans certaines entreprises, la solution de gestion des accès contribuera à l'amélioration du niveau de service en s'intégrant

Locken

GRUNDFOS iSOLUTIONS

LA CONNECTIVITÉ INTELLIGENTE

DANS LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX



L'AVENIR DE LA CONNECTIVITÉ INTELLIGENTE À PORTÉE DE MAIN

La connectivité intelligente est appelée à bouleverser l'évolution des installations de traitement des eaux, exploitant de nouvelles technologies pour créer des systèmes autonomes intégralement connectés. Les Grundfos iSOLUTIONS vous permettent de saisir dès maintenant les opportunités offertes par la connectivité intelligente. Les Grundfos iSOLUTIONS intègrent la connectivité intelligente au sein de solutions de pompage avancées, vous aidant à améliorer encore les performances de votre installation et vous faisant bénéficier, entre autres, d'un meilleur rendement énergétique, d'une réduction de la complexité de vos installations et de faibles coûts de cycle de vie.

Découvrez comment les Grundfos iSOLUTIONS peuvent optimiser vos installations de traitement des eaux sur fr.grundfos.com/grundfos-isolutions.html

be
think
innovate

GRUNDFOS 

NOMINATIONS

■ **DDPP du Bas-Rhin:** Joselyne Lobstein, directrice départementale de 2^e classe de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, est nommée directrice départementale adjointe de la protection des populations du Bas-Rhin à compter du 1^{er} mai 2018

■ **DDT de l'Allier:** Anne Rizand (ICPEF), est nommée directrice départementale des territoires de l'Allier à compter du 1^{er} mai 2018.

■ **DDT de la Vienne:** Eric Sigalas (IDTPE), est nommé directeur départemental des territoires de la Vienne à compter du 1^{er} mai 2018.

■ **DRIEA Ile-de-France:** Emmanuelle Gay (IGPEF), est nommée directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région Ile-de-France, à compter du 23 avril 2018, pour une durée de cinq ans.

■ **Fédération de la plasturgie et des composites:** Benoît Hennaut, PDG de Nicoll, a été élu Président de la Fédération Française de la Plasturgie et des Composites. Cette organisation compte plus de 3.300 entreprises pour quelque 130.000 salariés et un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros.

■ **CPCU:** Camille Bonenfant-Jeanneney a été nommée Directrice générale de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU). Elle succède ainsi à Marc Barrier et prend la direction du premier réseau de chaleur de France.

■ **ADEME:** Ont été nommés membres du conseil scientifique de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie: Kamel Ben Naceur, chef économiste, ancien directeur de la technologie à l'agence internationale de l'énergie; Thierry Caquet, directeur scientifique environnement de l'INRA; Hervé Charrue, directeur de la recherche au CSTB; Olivier Delabroy, directeur de la transformation numérique du groupe Air Liquide; Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de la recherche au Centre de sociologie des organisations; Christian Dutertre, professeur en sciences économiques à l'université Paris Diderot; Gérard Giraudon, directeur de recherche à l'INRIA; Carla Gohin, directrice de la recherche, de l'innovation et des technologies avancées du groupe PSA; Kristina Haverkamp, directrice générale de « DENA »; Florence Jany-Catrice, professeure à l'université de Lille 1; Sophie Jullian, directrice de la société d'accélération du transfert de technologies Lyon-Saint-Etienne, Pulsalys; Dominique Méda, professeur de sociologie à l'université Paris-Dauphine; Bernard Salha, directeur de la recherche et du développement du groupe EDF; Ronan Stephan, directeur scientifique du groupe Plastic Omnium; Laurence Tubiana, directrice générale de l'« European Climate Foundation ».

au système d'informations du client, en le reliant par exemple aux Responsables Sécurité ou aux Ressources Humaines.

La solution Locken est d'ores et déjà utilisée par 15 compagnies

majeures de gestion des eaux. Sûre, simple d'utilisation et flexible, il ne fait pas de doute qu'elle jouera un rôle essentiel dans les stratégies développées par les services de l'eau et de

l'assainissement pour assurer la sécurité et l'efficacité du service public de l'eau. ■

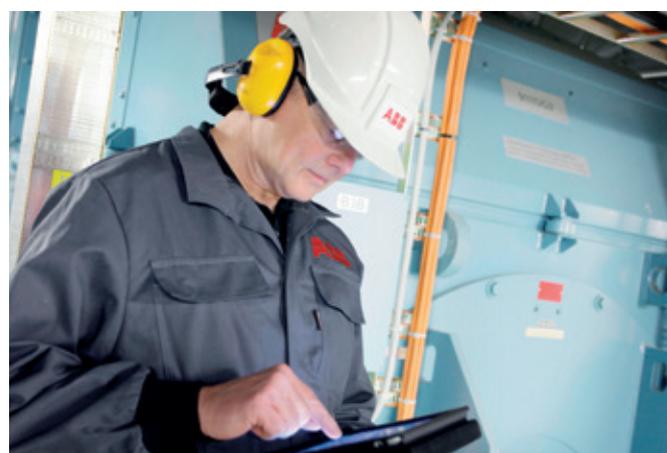
Catherine Laug,
Directrice du marketing Locken

LES ENTREPRISES

Variation de vitesse ABB lance de nouvelles solutions web sur mesure

Une grande partie des variateurs en fonctionnement dans le monde sont obsolètes. Les opérateurs industriels savent qu'il est urgent de les mettre à jour mais cherchent à minimiser la durée d'immobilisation des installations. ABB apporte une réponse en améliorant la continuité de l'activité, la productivité et l'efficacité environnementale tout en facilitant la connexion à l'Internet des Objets du secteur industriel.

La nouvelle offre de solutions et services sur mesure pour systèmes de variateurs d'ABB a été développée pour que les exploitants de variateurs, toutes industries confondues, bénéficient d'une continuité d'activité améliorée, d'une meilleure productivité et d'une plus grande efficacité environnementale, tout en garantissant le respect de la législation. Les prestations incluses couvrent le retrofit, la modernisation et le remplacement, la personnalisation de la technique et l'optimisation énergétique. Surtout, la solution garantit la pérennité de tous les variateurs, fabriqués par ABB ou non, grâce au potentiel d'Internet. « Notre expérience montre que de nombreux variateurs actuellement en fonctionnement sont obsolètes, mais que les opérateurs hésitent à les moderniser par crainte d'interrompre leur production sur une trop longue période, explique David Bates, Directeur de la division Engineering Services, ABB



Les prestations incluses couvrent le retrofit, la modernisation et le remplacement, la personnalisation de la technique et l'optimisation énergétique. Surtout, la solution garantit la pérennité de tous les variateurs, fabriqués par ABB ou non, grâce au potentiel d'Internet.

Drives and Controls. Notre nouvelle offre est spécialement élaborée pour répondre à ce défi avec des solutions de services entièrement personnalisées qui minimisent les arrêts de production et maximisent la performance. Dans de nombreux cas, nos prestations de mise à jour et de retrofit engendrent des immobilisations deux fois moins longues qu'en cas de recours à une approche traditionnelle, tout en réduisant les risques. »

La nouvelle offre d'ABB comprend la gestion complète des projets ainsi que des solutions de personnalisation pour répondre aux besoins particuliers d'applications complètement neuves ou de la gestion du risque d'obsolescence des équipements existants. Elle

couvre tous les types de variateurs, moyenne ou basse tension, à refroidissement par air ou par eau, CC, LCI, ou encore les variateurs CA multiples, qu'ils soient fabriqués par ABB ou non.

Les ingénieurs d'ABB peuvent expertiser l'énergie, la productivité et tout le cycle de vie avant d'élaborer un plan pour réduire la consommation d'énergie, améliorer la productivité et renforcer l'efficacité des équipements, tout en portant une attention particulière à la sécurité, aux coûts opérationnels et à l'impact environnemental. La nouvelle enveloppe inclut des solutions techniques adaptées aux applications, par exemple pour les treuils, grues, pompes, ventilateurs et bancs d'essai. ■

Retrouvez toute l'actualité de l'eau sur le site
www.revue-ein.com